

LES FINANCES

LA RÉDUCTION DU TAUX DES BONS DU TRÉSOR

M. Gordon Ritchie (Dauphin): J'ai une question pour le ministre des Finances. Étant donné que le taux des bons du Trésor est supérieur de 1.2 p. 100 aux taux américains, quelles mesures entend prendre le gouvernement pour réduire cet écart afin de modérer les pressions à la hausse qui s'exercent sur le dollar canadien?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Comme nous l'avons indiqué hier, et bien que l'opposition ne semble pas d'accord, le taux d'escompte officiel a été abaissé.

* * *

LES PÊCHES

LA DESTRUCTION DE MATÉRIEL DE PÊCHE PAR DES CHALUTIERS ÉTRANGERS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Le ministre peut-il préciser s'il a été mis au courant des déplacements de certains chalutiers étrangers qui, au large des côtes sud-ouest de Terre-Neuve, ont détruit le matériel de certains pêcheurs? Dans l'affirmative, quelles mesures compte-t-il prendre pour remédier à cette situation?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Je n'en ai pas encore entendu parler mais je vais m'en occuper immédiatement.

M. Marshall: Je signale au ministre qu'il y a près de 60 chalutiers étrangers au large des côtes et qu'ils détruisent pour plusieurs milliers de dollars de matériel. Le ministre prendra-t-il les mesures nécessaires pour exercer une surveillance convenable, comme il le fit l'an dernier sur la côte du Pacifique, et compte-t-il s'y prendre assez tôt afin que les incidents que nous avons connus ne se reproduisent pas?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA DÉFENSE DE L'OcéAN INDIEN—LE RETRAIT DU NIGERIA—LE CAS DU CANADA

M. Andrew Brewin (Greenwood): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné le retrait du Nigeria et le retrait probable d'autres pays du Commonwealth de la commission de Singapour chargé d'enquêter sur la défense navale de l'océan Indien, à la suite des ventes britanniques d'hélicoptères au gouvernement de l'Afrique du Sud, le gouvernement du Canada se propose-t-il aussi de s'en retirer?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Le gouvernement du Canada n'a pas l'intention de se retirer de la commission. Comme je l'ai dit hier, nous regrettons beaucoup que le gouvernement de la Grande-Bretagne ait décidé de vendre des armes à l'Afrique du Sud. Nous regrettons

[M. l'Orateur.]

aussi que le gouvernement du Nigeria et d'autres puissent juger nécessaire de se retirer de cette commission. Après tout, elle permet de discuter de la situation même à laquelle eux et nous nous opposons, et je pense qu'elle peut jouer un rôle utile.

LA VENTE D'HÉLICOPTÈRES BRITANNIQUES À L'AFRIQUE DU SUD—LA PROTESTATION DU CANADA

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Le ministre a-t-il vu le haut commissaire de la Grande-Bretagne ces deux derniers jours, pour affirmer que le gouvernement du Canada proteste très énergiquement contre ce qu'on pourrait appeler un mépris cynique de l'accord conclu à Singapour?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je ne défends pas les actes du gouvernement britannique, puisqu'il sont contraires à notre point de vue. Néanmoins, que le député sache qu'il a très franchement indiqué, en consentant à la formation de ce comité, que celui-ci ne retarderait pas nécessairement la décision de la Grande-Bretagne de vendre des armes à l'Afrique du Sud. Je réponds en particulier au député que la déclaration que j'ai faite avant hier à la Chambre des communes a été signalée à tous les pays membres du Commonwealth.

M. Doug Rowland (Selkirk): Ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dirait-il si les autres membres du Commonwealth lui ont clairement indiqué leurs intentions quant à leur retrait éventuel?

L'hon. M. Sharp: Pas encore, monsieur l'Orateur, mais, à 5 heures cet après-midi, je rencontrerai le secrétaire général du Commonwealth, M. Arnold Smith, pour discuter de la situation avec lui. Il s'enquiert sûrement du point de vue des membres de la commission.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

SUBVENTION À LA MICRO-MAX PRODUCTS EN VUE DE L'ÉTABLISSEMENT D'UNE FABRIQUE À MAGOG (P.Q.)—L'AIDE À L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE CANADIENNE

L'hon. G. W. Dinsdale (Brandon-Souris): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Elle fait suite à la récente déclaration du gouvernement au sujet du versement d'une subvention de 3.8 millions de dollars à Micro-Max Products Ltd. de Kalamazoo, Michigan, pour aider à l'établissement d'une fabrique de produits pharmaceutiques à Magog, Québec. Le ministre peut-il assurer à la Chambre que cette subvention est conforme aux projets annoncés lors de l'adoption du bill C-102, en vue de renflouer le secteur canadien de l'industrie pharmaceutique?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, tout ce que je puis dire, c'est que la subvention a été offerte en conformité de la loi et des règlements que je suis chargé d'administrer.